

Art. 13. De Algemene Raad stelt een bureau samen dat voor de voorbereiding van het werk moet zorgen. Dit bureau bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter, een lid van elke subcategorie van in de littera's a), b), c) van punt 1° van lid 1 van artikel 1 bedoelde leden en een lid van elke subcategorie van in de punten 2°, 3° en 4° van lid 1 van artikel 1 bedoelde leden. De Algemene Raad zorgt ervoor dat het bureau ervan zodanig wordt samengesteld dat er tussen de twee grote ideologische stromingen pariteit bestaat.

Art. 14. De Regering stelt ter beschikking van de algemene raad het nodige personeel om voor het secretariaatswerk te zorgen. Dit personeel wordt onder de personeelsleden van niveau 1 van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap gekozen. Het woont met adviserende stem de vergadering van de Algemene Raad bij.

Art. 15. De Algemene Raad komt bijeen in de lokalen van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Verming.

Art. 16. De door de Algemene Raad uitgebrachte adviezen worden aan de Regering door het secretariaat overgemaakt.

Art. 17. Een jaarlijks verslag over de werking en de werkzaamheden van de Algemene Raad wordt aan de Regering en aan de Raad van de Franse Gemeenschap overgemaakt.

Art. 18. De leden van de Algemene Raad genieten het voordeel van vergoedingen voor verblijfskosten en de terugbetaling van hun vervoerkosten onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap van rang 12.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 19. Het koninklijk besluit van 15 juni 1984 tot wijziging van de organisatie van de Hoge Raden en van de Vaste Raad voor het Hoger Onderwijs met het Frans als onderwijstaal en tot regeling van haar werking, wordt opgeheven.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 15 december 1996.

Art. 21. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 20 januari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

F. 97 — 604

[S - C - 29129]

13 FEVRIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 octobre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 octobre 1996;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 22 octobre 1996;

Vu le protocole n° 161 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 23 octobre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, modifié par les lois des 15 octobre 1991, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'obligation d'assurer la continuité du service public et la nécessité subséquente de pouvoir procéder à des désignations en fonction supérieure selon des principes prenant en considération les dispositions du statut en vigueur;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 décembre 1996 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 janvier 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

— « le Ministre » : le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions;

— « fonction supérieure » : toute fonction correspondant à un emploi prévu au cadre du personnel d'un grade au moins équivalent à celui dont l'agent est revêtu et auquel est attachée une échelle de traitement plus avantageuse;

— « arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 » : arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, le niveau immédiatement inférieur à chaque niveau visé à l'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996, est le suivant :

— niveau 1 : niveau 2 + et niveau 2;

— niveau 2 + : niveau 2;

— niveau 2 : niveau 3;

— niveau 3 : niveau 4.

Art. 3. Une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi ne peut être faite qu'à la condition que cet emploi soit dépourvu de titulaire ou que celui-ci soit temporairement dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. Cette condition ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire.

En aucun cas, un agent ne peut faire l'objet simultanément de plus d'une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

Il ne peut être procédé à aucune désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi de rang 15 ayant fait l'objet d'une déclaration de vacance et pour lequel il n'a pas été procédé à une désignation en application de l'article 49, § 2, de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996.

Art. 4. § 1^{er}. Seul un agent affecté à un emploi prévu au(x) cadre(s) du personnel, qui remplit les conditions statutaires requises pour être nommé au grade dont l'emploi correspond à la fonction supérieure, peut être désigné pour l'exercice de cette fonction.

§ 2. Il peut être dérogé, par un acte de désignation motivé, au principe relatif aux conditions statutaires, à l'exception de la condition d'évaluation fixée à l'article 42 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996, quand, selon le cas :

a) aucun agent ne remplit ces conditions;

b) il est constaté par l'autorité investie du pouvoir de désignation que parmi les agents qui remplissent ces conditions, aucun d'entre eux ne dispose des qualités requises pour exercer la fonction considérée;

c) il est constaté par l'autorité investie du pouvoir de désignation qu'un agent qui ne remplit pas ces conditions dispose d'une aptitude nettement supérieure à exercer ladite fonction.

§ 3. Lorsqu'il est fait usage de la dérogation visée au § 2 :

1^o la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade classé dans les rangs 30, 20, 25 et 10 est réservée à l'agent titulaire d'un grade classé au rang 42, 32, 22 et 27 ou 22;

2^o la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade du rang 42, 32, 27, 22 ou 12 est réservée à l'agent titulaire d'un grade du même niveau que celui de l'emploi correspondant à la fonction supérieure ou, à défaut, à l'agent titulaire du grade le plus élevé du niveau immédiatement inférieur et qui, dans la première de ces hypothèses, appartient à la même catégorie que ce grade;

3^o la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi de rang 15 est réservée à l'agent titulaire d'un grade de rang 12, 11 ou 10;

4^o la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi de rang 16 est réservée à l'agent titulaire d'un grade de rang 15.

§ 4. Par dérogation à l'article 4, § 1^{er}, et jusqu'à la date du procès-verbal de clôture de la première procédure d'accession au niveau 1 qui sera organisée après l'entrée en vigueur du présent arrêté, un agent titulaire d'un grade de niveau 2 ou de niveau 2+ peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade de rang 10.

§ 5. L'agent à l'encontre duquel une sanction disciplinaire a été prononcée, ne peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure avant que sa peine n'ait été radiée.

§ 6. Il ne peut être dérogé aux dispositions du § 1^{er} pour l'exercice d'une fonction supérieure de rang 17.

Art. 5. § 1^{er}. La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure effectuée en application de l'article 4, § 1^{er}, ou en application de l'article 4, § 2, a, est faite :

— par le Ministre pour les emplois de rang 17,

— par le Ministre ou par son délégué pour les emplois de rang 16, 15 et 12 après avis motivé du Conseil de direction;

— par le Ministre ou par son délégué, pour les emplois de rang 10, après avis motivé du fonctionnaire général qui dirige l'entité administrative où la fonction supérieure est à exercer et, en cas d'application de l'article 4, § 2, a, après avis motivé du Conseil de direction;

— par le Secrétaire général ou par son délégué, pour les emplois des niveaux 2+, 2, 3 et 4, après avis motivé du fonctionnaire général qui dirige l'entité administrative où la fonction supérieure est à exercer.

§ 2. La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure, effectuée en application de l'article 4, § 2, b et c, ou de l'article 4, § 4, est faite :

— par le Gouvernement pour les emplois de rang 16, 15 et 12, après avis motivé du Conseil de direction;

— par le Ministre pour les emplois de rang 10, après avis motivés du fonctionnaire général qui dirige l'entité administrative où la fonction supérieure est à exercer et du Conseil de direction;

— par le Secrétaire général, pour les emplois des niveaux 2+, 2, 3 et 4, après avis motivé du fonctionnaire général qui dirige l'entité administrative où la fonction supérieure est à exercer.

Art. 6. La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure est faite pour une durée maximum d'un an.

Cette désignation peut être renouvelée, après avis de l'Inspection des Finances.

Il ne peut être procédé à plus d'un renouvellement d'une désignation dans un emploi dépourvu de titulaire et dont la procédure d'attribution définitive n'a pas été entamée.

Art. 7. L'exercice de la fonction supérieure prend fin :

— soit lorsque le terme de la désignation ou du renouvellement est expiré;

— soit lorsque les conditions prévues aux articles 3 et 4 ne sont plus remplies;

— soit lorsque l'autorité compétente met fin à la désignation ou au renouvellement de celle-ci pendant la période prévue à l'article 6.

Art. 8. L'agent désigné dans une fonction supérieure exerce toutes les prérogatives attachées à cette fonction.

Toutefois, l'agent désigné dans une fonction supérieure de rang 16, 15, 12, 27, 22, 32 ou 42, n'exerce pas les prérogatives prévues par les dispositions statutaires relatives à l'évaluation des agents et au régime disciplinaire lorsqu'elles portent sur un agent titulaire d'un grade d'un rang équivalent ou supérieur au sien en régime organique.

Art. 9. L'exercice d'une fonction supérieure ne confère aucun titre à une nomination définitive au grade auquel cette fonction correspond.

Cependant, si l'agent est promu au grade correspondant à l'emploi dont il a exercé sans interruption la fonction et s'il est affecté à cet emploi, il obtient une prise de rang pour l'avancement de traitement et l'avancement de grade à la date depuis laquelle il occupe continûment ledit emploi. Cette date ne peut être antérieure ni à la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions requises par les dispositions statutaires applicables au personnel pour être promu au grade de l'emploi auquel il est affecté, ni à la date à laquelle prend effet la déclaration de vacance de cet emploi.

Art. 10. § 1^{er}. Une allocation est accordée à l'agent qui exerce une fonction supérieure.

§ 2. Le montant de l'allocation visée au § 1^{er} équivaut à la différence entre la rétribution dont l'agent bénéficierait dans le grade de la fonction assumée provisoirement et la rétribution dont il bénéficie dans le grade dont il est titulaire.

Par dérogation à l'alinéa 1, le montant de l'allocation de l'agent désigné dans un emploi correspondant à un grade d'un niveau supérieur au sien, équivaut à la différence entre la rétribution dont il bénéficierait dans l'échelle de base de ce niveau dans sa catégorie et la rétribution dont il bénéficie dans le grade dont il est titulaire.

§ 3. La rétribution fixée au paragraphe précédent comprend le traitement et, le cas échéant, l'allocation de foyer ou de résidence.

§ 4. L'allocation est payée mensuellement et à terme échu. L'allocation du mois est égale à un douzième de l'allocation annuelle.

§ 5. Lorsque l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée conformément aux dispositions prévues par le statut pécuniaire du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française quand le traitement du mois n'est pas dû entièrement.

§ 6. L'allocation est soumise au régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, applicable aux traitements du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 11. Le bénéfice de l'allocation est accordé à l'agent à la condition qu'il ait assumé la fonction supérieure pendant une période de trente jours. Lorsque la condition fixée ci-dessus est remplie, l'allocation est due à partir du jour où l'agent a exercé effectivement la fonction supérieure.

Art. 12. L'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat, est abrogé pour ce qui concerne les agents soumis à l'ensemble des dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets à la même date que l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 14. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 février 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

13 FEBRUARI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 oktober 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 oktober 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 22 oktober 1996;

Gelet op het protocol nr. 161 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 23 oktober 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, gewijzigd bij de wetten van 15 oktober 1991, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de continuïteit van de openbare dienst te verzekeren en op de daaruit voortvloeiende noodzakelijkheid ambtenaren in een hoger ambt aan te stellen volgens de principes waarbij de geldende bepalingen van het statuut in acht worden genomen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 december 1996 met toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 27 januari 1997,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

— "de Minister" : de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;

— "hoger ambt" : elk ambt dat overeenstemt met een in de personeelsformatie voorkomende betrekking van een graad die ten minste gelijkwaardig is aan de graad waarmee de ambtenaar bekleed is en waaraan een voordeliger weddeschaal verbonden is;

— "besluit van de Regering van 22 juli 1996" : besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. In de zin van dit besluit, is het niveau dat zich onmiddellijk onder elk niveau bevindt bedoeld bij artikel 2, § 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 het volgende :

- niveau 1 : niveau 2+ en niveau 2;
- niveau 2+ : niveau 2;
- niveau 2 : niveau 3;
- niveau 3 : niveau 4.

Art. 3. Een aanstelling voor de uitoefening van een hoger ambt in een betrekking kan slechts geschieden op voorwaarde dat er niemand dit ambt bekleedt of dat de titularis tijdelijk zijn functies niet kan waarnemen. Deze voorwaarde is geen voldoende reden om die betrekking voorlopig te verlenen.

In geen geval kan een ambtenaar gelijktijdig aangesteld worden voor de uitoefening van meer dan één hoger ambt.

Geen aanstelling mag geschieden voor de uitoefening van een hoger ambt in een betrekking van rang 15 die vacant werd verklaard en waarin niemand werd aangesteld met toepassing van artikel 49, § 2, van het besluit van de Regering van 22 juli 1996.

Art. 4. § 1. Alleen een ambtenaar aangewezen voor een in de personeelsformatie(s) bepaalde betrekking die voldoet aan de statutaire vereisten om benoemd te worden tot de graad waarvan de betrekking overeenstemt met het hoger ambt, kan voor het uitoefenen van dat ambt worden aangesteld.

§ 2. Er kan bij een met redenen omklede aanstellingsakte afgeweken worden van het principe betreffende de statutaire vereisten, met uitzondering van de voorwaarde inzake evaluatie die bepaald is bij artikel 42 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996, indien, naargelang van het geval :

- a) geen ambtenaar aan deze vereisten voldoet;
- b) de overheid die aanstellingsmacht heeft tot de vaststelling komt dat niemand onder de ambtenaren die aan deze vereisten voldoen de vereiste eigenschappen bezit om het betrokken ambt uit te oefenen;
- c) de overheid die aanstellingsmacht heeft, vaststelt dat een ambtenaar die aan deze vereisten niet voldoet duidelijk beter geschikt is om dit ambt uit te oefenen.

§ 3. Wanneer de bij § 2 bedoelde afwijking wordt toegepast :

1° wordt de aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een betrekking die overeenstemt met een graad ingedeeld in de rangen 30, 20, 25 en 10 voorbehouden voor de ambtenaar die een graad bekleedt ingedeeld in rang 42, 32, 22 en 27 of 22;

2° wordt de aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een betrekking die overeenstemt met een graad van rang 42, 32, 27, 22 of 12 voorbehouden voor de ambtenaar die een graad bekleedt van hetzelfde niveau als dat van de betrekking die overeenstemt met het hoger ambt of, bij ontstentenis daarvan, voor de ambtenaar die de hoogste graad van het onmiddellijk lagere niveau bekleedt en die, in de eerste van deze veronderstellingen, tot dezelfde categorie als deze graad behoort;

3° wordt de aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een betrekking van rang 15 voorbehouden voor de ambtenaar die een graad van de rangen 12, 11 of 10 bekleedt;

4° wordt de aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een betrekking van rang 16 voorbehouden voor de ambtenaar die een graad van rang 15 bekleedt.

§ 4. In afwijking van artikel 4, § 1, en tot de datum van het proces-verbaal van afsluiting van de eerste procedure inzake toegang tot niveau 1 die zal worden georganiseerd na de inwerkingtreding van dit besluit, kan een ambtenaar die bekleedt is met een graad van niveau 2 of van niveau 2+ aangesteld worden voor het uitoefenen van een hoger ambt in een betrekking die overeenstemt met een graad van rang 10.

§ 5. De ambtenaar tegen wie een tuchtstraf werd uitgesproken, mag niet aangesteld worden voor het uitoefenen van een hoger ambt vooraleer zijn straf doorgehaald is.

§ 6. Er kan niet afgeweken worden van de bepalingen van § 1 voor het uitoefenen van een hoger ambt van rang 17.

Art. 5. § 1. De aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt met toepassing van artikel 4 § 1 of met toepassing van artikel 4, § 2, a, geschiedt :

- door de Minister, voor de betrekkingen van rang 17;
- door de Minister of zijn gemachtigde, voor de betrekkingen van de rangen 16, 15 en 12, nadat de Directieraad een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht;
- door de Minister of zijn gemachtigde, voor de betrekkingen van rang 10, nadat de ambtenaar-generaal die de administratieve entiteit leidt waar het hoger ambt dient uitgeoefend, een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht en, in geval van toepassing van artikel 4 § 2, a), nadat de Directieraad een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht;
- door de Secretaris-generaal of zijn gemachtigde, voor de betrekkingen van de niveaus 2+, 2, 3 en 4, nadat de ambtenaar-generaal die de administratieve entiteit leidt waar het hoger ambt dient uitgeoefend, een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht.

§ 2. De aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt met toepassing van artikel 4, § 2, b en c, of met toepassing van artikel 4, § 4, geschiedt :

- door de Regering, voor de betrekkingen van de rangen 16, 15 en 12, nadat de Directieraad een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht;
- door de Minister, voor de betrekkingen van rang 10, nadat de ambtenaar-generaal die de administratieve entiteit leidt waar het hoger ambt dient uitgeoefend en de Directieraad met redenen omklede adviezen hebben uitgebracht;
- door de Secretaris-generaal, voor de betrekkingen van de niveaus 2+, 2, 3 en 4, nadat de ambtenaar-generaal die de administratieve entiteit leidt waar het hoger ambt dient uitgeoefend, een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht.

Art. 6. De aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt duurt ten hoogste een jaar.

Deze aanstelling kan hernieuwd worden, nadat de Inspectie van Financiën haar advies heeft gegeven.

De hernieuwing van een aanstelling in één betrekking zonder titularis waarvoor de procedure tot definitieve toekenning niet werd ingezet, mag niet meer dan eenmaal geschieden.

Art. 7. De uitoefening van het hoger ambt houdt op :

- ofwel wanneer de termijn van de aanstelling of de hernieuwing verstrijkt;
- ofwel wanneer de bij de artikelen 3 en 4 bepaalde vereisten niet meer vervuld zijn;
- ofwel wanneer de bevoegde overheid een einde maakt aan de aanstelling of aan de hernieuwing ervan tijdens de bij artikel 6 bepaalde periode.

Art. 8. De ambtenaar die in een hoger ambt is aangesteld oefent alle aan dat ambt verbonden prerogatieven uit.

De ambtenaar aangesteld in een hoger ambt van de rangen 16, 15, 12, 27, 22, 32 of 42 oefent evenwel niet de prerogatieven uit die bepaald zijn door de statutaire bepalingen betreffende de evaluatie van de ambtenaren en de tuchtregeling wanneer zij betrekking hebben op een ambtenaar die een graad bekleedt van een rang die gelijkwaardig is aan of hoger is dan de zijne in het organiek stelsel.

Art. 9. Uitoefening van een hoger ambt verleent geen aanspraak op vaste benoeming in de graad waarmee dat ambt overeenstemt.

Indien een ambtenaar evenwel wordt bevorderd tot de graad die overeenstemt met de betrekking waarvan hij zonder onderbreking het ambt heeft uitgeoefend en indien hij voor deze betrekking wordt aangewezen, neemt hij voor de bevordering tot een hogere wedde en tot een hogere graad rang in op de datum vanaf welke hij die betrekking ononderbroken waarneemt. Die datum mag niet teruggaan noch tot vóór de datum waarop de belanghebbende alle vereisten heeft vervuld welke de statutaire bepalingen toepasselijk op het personeel stelt om bevorderd te worden tot de graad van de betrekking waarvoor hij is aangewezen, noch tot vóór de datum waarop de vacantverklaring van die betrekking uitwerking begint te hebben.

Art. 10. § 1. Een toelage wordt toegekend aan de ambtenaar die een hoger ambt uitoefent.

§ 2. Het bedrag van de bij § 1 bedoelde toelage is gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging die de ambtenaar zou genieten in de graad van het ambt dat hij voorlopig waarneemt en de bezoldiging die hij geniet in de graad waarvan hij titularis is.

In afwijking van lid 1, is het bedrag van de toelage van de ambtenaar aangesteld in een betrekking die overeenstemt met een graad van een niveau dat hoger is dan het zijne, gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging die hij geniet en zou in de basisschaal van dit niveau in zijn categorie en de bezoldiging die hij geniet in de graad waarvan hij titularis is.

§ 3. De bezoldiging bepaald in de vorige paragraaf omvat de wedde en, in voorkomend geval, de maandplaatstoelage.

§ 4. De toelage wordt maandelijks na vervallen termijn uitbetaald.

De maandtoelage is gelijk aan één twaalfde van de jaarlijkse toelage.

§ 5. Wanneer de maandtoelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij uitbetaald overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij het geldelijk statuut van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is.

§ 6. De toelage valt onder de regeling die inzake koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijs, toepasselijk is op de wedden van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 11. De toelage wordt toegekend aan de ambtenaar op voorwaarde dat hij het hoger ambt heeft uitgeoefend gedurende een periode van dertig dagen. Wanneer de voormelde vereiste vervuld is, is de toelage verschuldigd vanaf de dag waarop de ambtenaar daadwerkelijk het hoger ambt heeft uitgeoefend.

Art. 12. Het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen wordt opgeheven wat betreft de ambtenaren onderworpen aan alle bepalingen van het besluit van de Regering van 22 juli 1996.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking op dezelfde datum als die van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 14. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 februari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE